

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mardi 17 juin 1986

La séance est ouverte à 11 heures.

AFFAIRES COURANTES

[Français]

LES DÉLÉGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

PRÉSENTATION DU 3^E RAPPORT DE L'ASSOCIATION
INTERNATIONALE DES PARLEMENTAIRES DE LANGUE
FRANÇAISE

M. Nic Leblanc (Longueuil): Monsieur le Président, conformément à l'article 101 du Règlement, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le troisième rapport de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

* * *

[Traduction]

RECOURS AU RÈGLEMENT

LE DÉPÔT DE CERTAINES LIGNES DIRECTRICES

M. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell): J'invoque le Règlement, monsieur le Président. J'ai besoin que vous me conseilliez. Hier, la Chambre a adopté une motion que j'ai proposée en vue de la production d'un document. Je m'attendais à ce que le document soit déposé ce matin, mais je vois qu'il ne l'a pas été. La présidence pourrait peut-être m'aider à découvrir comment nous recevrons ce document dont la Chambre a approuvé le dépôt, hier après-midi.

M. le Président: L'objection du député est motivée en ce qui concerne l'accord conclu hier soir. Je suppose que le document sera déposé quand il sera prêt. La présidence ne peut rien faire de plus.

M. Scott Fennell (Ontario): Monsieur le Président, je crois que le ministre est en réunion en ce moment et qu'il déposera le document dès qu'il sera de retour, ce matin ou tout de suite après la période des questions.

M. le Président: J'en conclus que la Chambre sera priée plus tard de revenir au dépôt de documents.

M. Towers: Monsieur le Président, puis-je avoir le consentement unanime afin de revenir au dépôt de documents?

M. le Président: La Chambre est priée de revenir au dépôt de documents. Il en est ainsi ordonné.

L'ENQUÊTEUR CORRECTIONNEL

DÉPÔT DU RAPPORT DE 1984-1985

M. Gordon Towers (secrétaire parlementaire du solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, au nom du solliciteur général (M. Beatty), j'ai l'honneur de déposer le rapport de l'enquêteur correctionnel pour 1984-1985.

* * *

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

FINANCES ET AFFAIRES ÉCONOMIQUES—3^E RAPPORT DU
COMITÉ PERMANENT

M. Don Blenkarn (Mississauga-Sud): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le troisième rapport du comité des finances et des affaires économiques, dans les deux langues officielles. Le rapport porte sur le Conseil économique du Canada. Il renferme des recommandations sur la façon dont le Conseil devrait fonctionner et il félicite le gouvernement d'avoir nommé Judith Maxwell à la présidence du Conseil.

TRAVAIL, EMPLOI ET IMMIGRATION—9^E RAPPORT DU COMITÉ
PERMANENT

M. Jim Hawkes (Calgary-Ouest): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter le neuvième rapport du comité permanent du travail, de l'emploi et de l'immigration, concernant l'immigration des familles.

En application du paragraphe 99(2) du Règlement, je demande que le gouvernement donne une réponse globale au neuvième rapport. Ce rapport est long et complexe. Il traite de toute la question de la réunification des familles au Canada. Le thème majeur en est toutefois l'idée que, dans les cas de réunification hautement prioritaires, comme lorsqu'il s'agit de conjoints ou d'enfants à charge, nous devrions avoir un processus d'examen qui permettrait que la réunification se fasse en moins de deux mois dans presque tous les cas, et non en sept ou huit mois comme c'est aujourd'hui le cas, en moyenne.

Le rapport propose également de créer une nouvelle catégorie dite de la famille assistée, qui engloberait les enfants adultes, les enfants adultes mariés, de même que les frères et les soeurs, et qui faciliterait leur immigration au Canada pour qu'ils viennent rejoindre les principaux membres de leur famille et contribuer, comme tous les autres, à bâtir notre pays.